

**Nouvelles HRWG Juillet 2019**  
**Numéro 116**

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH. Traduit par Myriam Erwin.

**Le commentaire de Trudy Huskamp Peterson**

“Comme seul-e-s les archivistes le peuvent” (“*As only archivists can do*”), a déclaré le procureur. L’affaire a été jugée en Italie, mais elle aurait pu l’être au Guatemala, au Bangladesh ou partout ailleurs. Voici l’histoire :

En janvier 2017, un tribunal de Rome a condamné deux anciens chefs d’État et deux ex-chefs des forces de sécurité de Bolivie et du Pérou, deux officiers militaires du Chili, un ancien ministre uruguayen des affaires étrangères à l’emprisonnement à vie pour avoir participé au système répressif coordonné et transfrontière, connu sous le nom d’*Opération Condor*. Le procès a traité de la “disparition” de 42 binationaux – 33 Italo-Uruguayens, 5 Italo-Argentins et 4 Italo-Chiliens. Si les cinq personnes ont été condamnées par la Cour, les 14 autres accusés, dont 11 Uruguayens, ont tous été acquittés.

Giulia Barrera, archiviste des *Archives nationales italiennes*, a exercé la fonction de témoin-expert pour l’accusation pendant le procès. Le procureur général a encouragé la cour, à l’ouverture du procès, à lire ne serait-ce que quelques documents cruciaux sur la création de l’*Opération Condor* et proposa aussi à la cour de lire la transcription du témoignage de Giulia Barrera, présentée comme “historienne et archiviste” ayant mis à disposition des outils d’aide à la compréhension de la valeur desdits documents “comme seul-e-s les archivistes en sont capables”. Le procureur général a déclaré que Mme Barrera avait analysé les documents grâce à une “technique spécifique” et “donné une appréciation de la valeur des sources”, de sorte qu’il était pleinement confiant quant à la valeur probante des documents concernés et les jugeait recevables lors du procès. Le procureur général a ensuite présenté des documents états-unien déclassifiés ainsi que des documents des archives du Paraguay, de l’Uruguay et d’autres provenances. Le tribunal romain a qualifié ces documents de preuve essentielle de l’existence de l’*Opération Condor* et de sa nature criminelle.

Il a été fait appel du premier jugement et la Cour d’appel a jugé l’affaire de pair avec d’autres affaires similaires apparentées, dont plusieurs concernaient des personnes enlevées et tuées lors des opérations internationales illégales de répression menées dans le cadre de l’*Opération Condor*. Les documents d’archives ont à nouveau joué un rôle crucial. Aucun témoin n’avait été admis à comparaître pendant ce procès en appel mais l’avocat représentant l’État d’Uruguay a pu faire valoir de nouveaux documents d’archives récemment déclassifiés dans son pays, dont le dossier militaire personnel de Nestor Troccoli, un officier de marine uruguayen binational réfugié en Italie pour échapper aux poursuites dans son pays.

Le 9 juillet 2019, la cour d’appel a condamné les 24 accusés à l’emprisonnement à vie pour le meurtre de citoyens italiens, italo-chiliens et italo-uruguayens “disparus” au Chili, en Argentine et en Uruguay pendant les années 1970. Un seul accusé, Nestor Troccoli, a comparu devant les juges ; les autres accusés ont été condamnés “in absentia.” Justice a enfin été rendue.

Comme seul-e-s le peuvent les archivistes, en effet !

<https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/southern-cone/2017-01-17/operation-condor-condemned-life>; <https://www.republica.com.uy/plan-condor-uruguay-da-vuelta-juicio-en-roma-y-logra-prision-perpetua-para-trece-represores-id718206/>; <https://www.presidencia.gub.uy/comunicacion/comunicacionnoticias/sentencia-tribunal-apelaciones-italia-plan-condor> ; <https://www.theguardian.com/world/2019/jul/08/italian-court-jails-24-over-south-american-operation-condor> Le procès a été intégralement enregistré par la “Radio Radicale” et peut être écouté sur le lien : <https://www.radioradicale.it/processi/1266/processo-dappello-contro-i-responsabili-delloperazione-condor>

Note : Notre commentaire de juin laissait entendre que “*le test critique pour le droit à l’erreur consiste à déterminer si le fait d’agir de bonne foi blessera d’autres personnes.*” Antoon De Baets nous a écrit pour confirmer que le droit à l’erreur s’appuie sur le commentaire aux droits civils et politiques (PIDCP –

*International Covenant on Civil and Political Rights ICCPR*). Les seuls motifs acceptés par le *PIDCP* comme légitimes pour restreindre le droit à la liberté d'expression dans le *ICCPR* sont les suivants : (a) le respect dû aux droits ou la réputation d'autrui ; (b) la protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public, de la santé ou de la morale publique. Le paragraphe no. 49 du Commentaire général décrète que "le Pacte ne permet pas une interdiction générale des expressions d'une idée erronée ou d'une interprétation incorrecte d'événements passés."

### **Nouvelles internationales**

Cour pénale internationale. La *CPI* a déclaré l'ex-commandant rebelle congolais, Bosco Ntaganda, coupable de 18 crimes de guerre et crimes contre l'humanité, ce qui fait affirmer au *International Justice Monitor* qu'il s'agit du "nombre de crimes le plus élevé pour lequel une personne ait été condamnée". Le dossier du tribunal contient les témoignages probants de 80 témoins de l'accusation et de 19 témoins de la défense. Ntaganda fait appel de sa condamnation. <https://www.ijmonitor.org/2019/07/ntaganda-to-appeal-icc-conviction/>

La Chambre d'appel a maintenu la décision du juge condamnant Thomas Lubanga à verser un dédommagement de 10 millions de dollars états-uniens aux victimes de ses crimes. La Chambre basse a analysé un échantillon de "473 victimes potentiellement éligibles" : "425 personnes étaient le plus vraisemblablement des victimes directes ou indirectes des crimes perpétrés par Lubanga" (*International Justice Monitor*). Lubanga a fait appel sur le nombre de victimes mais les juges de la Chambre d'appel ont déclaré "que le fait de s'appuyer sur des listes d'anciens combattants démobilisés n'était pas une démarche abusive pour tenter une estimation du nombre de victimes ; ils rappellent que les règles de la *CPI* prévoient "que les victimes ne peuvent pas toujours faire état d'une documentation étayant leur plainte." En conséquence, la Chambre d'appel considère que le fait que les victimes potentielles n'aient généralement pas fait état de documents pour étayer leurs dépositions écrites n'entraîne pas nécessairement la conclusion que le juge aurait été empêché d'évaluer "leur qualité de victime, établie selon la prépondérance des probabilités" (paragraphe 202). <https://www.ijmonitor.org/2019/07/icc-judges-affirm-lubangas-financial-liability-for-reparations-at-us-10-million/>; for the ruling <https://www.icc-cpi.int/Pages/record.aspx?docNo=ICC-01/04-01/06-3466-Red>

La Chambre d'appel a acquitté Laurent Gbagbo et Charles Ble Goude en janvier 2019 mais n'a pas publié de déclaration écrite sur les raisons qui ont motivé sa décision avant juillet. Le juge Geoffrey Henderson a écrit que plus de 4'610 "documents probants et autres preuves non orales ont été présentés", dont "un grand nombre de documents provenant de plusieurs archives de la gendarmerie à Abidjan, (...), ainsi que des documents ayant été déclarés comme trouvés dans le palais présidentiel, à Abidjan (...) et des documents saisis dans la résidence présidentielle." Le juge a estimé qu'il y avait "qu'un problème omniprésent affectait un nombre considérable de ces documents, de nature propre à mettre en doute leur authenticité" et que le procureur aurait dû "prendre des mesures supplémentaires pour garantir que l'authentification du corpus volumineux des preuves ait été faite correctement et démontrée, avant la présentation des documents à la Chambre d'appel" (paragraphe 32-38).

[https://www.ijmonitor.org/2019/07/icc-judges-issue-written-reasons-for-acquittal-in-the-gbagbo-case-what-bensouda-can-do-now/?utm\\_source=International+Justice+Monitor&utm\\_campaign=caf4052cf8-gbagbo-goude-rss&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_f42ffefb9-caf4052cf8-49700673](https://www.ijmonitor.org/2019/07/icc-judges-issue-written-reasons-for-acquittal-in-the-gbagbo-case-what-bensouda-can-do-now/?utm_source=International+Justice+Monitor&utm_campaign=caf4052cf8-gbagbo-goude-rss&utm_medium=email&utm_term=0_f42ffefb9-caf4052cf8-49700673) ; for the report see [https://www.icc-cpi.int/RelatedRecords/CR2019\\_03857.PDF?utm\\_source=International+Justice+Monitor&utm\\_campaign=caf4052cf8-gbagbo-goude-rss&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_f42ffefb9-caf4052cf8-49700673](https://www.icc-cpi.int/RelatedRecords/CR2019_03857.PDF?utm_source=International+Justice+Monitor&utm_campaign=caf4052cf8-gbagbo-goude-rss&utm_medium=email&utm_term=0_f42ffefb9-caf4052cf8-49700673)

Le procureur a rendu à la Cour une requête de 146 pages visant à ouvrir une enquête formelle sur les crimes contre l'humanité supposés avoir été commis contre l'ethnie Rohingya.

<https://news.yahoo.com/prosecutor-seeks-rohingya-probe-crimes-130927007.html; ylt=AwrEwhF6WIBdR2YAbgZpCWVH; ylu=X3oDMTByNXQ0NThjBGNvbG8DYmYxBHBvewM1BHZ0aWQDBHNIYwNzcg-->

Organisation mondiale de la Santé (OMS). L'*OMS* a publié dans un premier temps, une action inhabituelle de sa part, deux rapports de situation, rédigés par le Ministère de la santé d'Ouganda, selon lesquels une personne porteuse du virus Ebola hautement contagieux "pourrait avoir pénétré sur le territoire rwandais" depuis le Congo ; les deux rapports ont été ensuite retirés du site internet officiel du Bureau africain de l'*OMS*, avec l'explication "qu'ils avaient été publiés par erreur avant que leur information n'ait été vérifiée" (*Reuters*). <http://news.trust.org/item/20190718111106-3u4bf/>

## Monde / Nouvelles générales.

Documents d'activités des entreprises. Le *Conseil des droits de l'homme des Nations Unies* a créé en 2014 le *Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'homme (OEIGWG)*. L'OEIGWG a publié une version révisée de son projet d'un "instrument juridiquement contraignant, qui obligerait les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales à respecter le cadre légal international en matière de droits de l'homme". Son article 4, paragraphe 6, déclare : "Les victimes doivent pouvoir obtenir un accès garanti à l'information utile à la recherche de solutions," soulignant implicitement le besoin de disposer d'une bonne gestion documentaire dans l'organisation.

[https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/WGTransCorp/OEIGWG\\_RevisedDraft\\_LBI.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/WGTransCorp/OEIGWG_RevisedDraft_LBI.pdf)

La *Cour suprême du Royaume-Uni* a autorisé deux communautés nigérianes à recourir contre le rejet de leur plainte pour dommage environnemental contre la compagnie pétrolière *Shell*. Le cabinet d'avocats des communautés a publié le communiqué suivant : "Selon les propres documents de *Shell*, la communauté [Ogale] a été impactée depuis 1989 par au moins 40 fuites de pétrole des conduites et de l'équipement de *Shell*, dont 23 dans les quatre dernières années" ainsi que par la pollution des puits d'eau Ogale, "pollution de l'eau qui a été soigneusement documentée par le *Programme des Nations Unies pour l'environnement* en 2011." Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG News* 2019-05. <https://www.leighday.co.uk/News/2019/July-2019/Supreme-Court-grants-permission-to-appeal-to-Niger>

Après qu'un juge ait déclaré la compagnie minière *Vale* responsable des dommages causés par la rupture d'un barrage, en janvier 2019, dans son site brésilien d'exploitation du minerai de fer, *Vale* a signé une convention et paiera 107 millions de dollars de "dommages moraux collectifs" et 186'000 dollars états-unis à chaque "parent proche d'une des près de 300 victimes tuées." Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG* 2019-02, 03, 04. <https://www.theguardian.com/world/2019/jul/16/vale-brazil-mining-dam-collapse-brumadinho>

Environnement. Dans sa récente publication, *Enemies of the State? How governments and businesses silence land and environmental defenders*, l'ONG *Global Witness* affirme avoir documenté trois assassinats pour chaque semaine de l'année 2018. Les Philippines détiennent le record du nombre de meurtres le plus élevé (30) tandis que le Guatemala se range au premier rang pour la croissance la plus brutale du nombre d'assassinats ("multiplié par un facteur supérieur à 5"). Le secteur minier est le plus meurtrier ; les assassins sont "des forces de sécurité privée, des forces étatiques et des tueurs à gages." <https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/environmental-activists/enemies-state/>

Droits indigènes. Lors de la dernière *RightsCon*, la Conférence annuelle internationale sur les droits de l'homme à l'ère du numérique, dédiée à la technologie et aux droits humains, "un consortium de parties prenantes s'est rassemblé pour discuter publiquement de la question de la souveraineté des données de provenance indigène (ou *IDS Indigenous Data Sovereignty*) et pour définir comment l'*IDS* et les données ouvertes (*open data*) se recourent. L'objectif est de développer des instruments ou des recommandations pour promouvoir et intégrer la dimension *IDS* au sein des mouvements d'ouverture des données." Le consortium a décidé de former un groupe de travail indigène. Un compte-rendu de la séance définit l'*IDS* comme "le droit des peuples premiers et indigènes à gérer, posséder et disposer des données sur les communautés, populations, terres et ressources indigènes". Le compte-rendu inclut un ensemble de principes *IDS* formulé sur la base d'un document états-unien. <https://medium.com/@opendevmekong/how-can-indigenous-data-sovereignty-ids-be-promoted-and-mainstreamed-within-open-data-movements-e70464846b34>

Dossiers médicaux. "La start up *54gene*, fondée au Nigéria et active dans la génomique centrée sur l'Afrique, est en train de construire la première et la plus importante biobanque\* africaine" d'après un reportage de la revue scientifique *The Lancet*. "Afin d'acquérir des échantillons individuels, la start up recourt aux services de consultants médicaux, lesquels sont impliqués dans les soins donnés aux personnes qui correspondent aux profils recherchés. Ces consultants traitent les questions éthiques liées à la biobanque, obtiennent les autorisations nécessaires du point de vue déontologique, informent les patients, collectent et gèrent les échantillons. Les données des patients sont collectées grâce à des questionnaires et des notes de cas." Le fondateur de l'entreprise a déclaré : "Nous cherchons aussi comment installer une capture électronique des données, afin que certains hôpitaux renoncent aux systèmes d'information basés sur le papier. Nous utilisons un grand volume de données. Si les hôpitaux travaillent encore avec le papier,

il est difficile d'établir rétroactivement un dossier et de trouver des récits ou de mener des analyses pour découvrir les 'évolutions' dans la journée d'un patient". <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2819%2931614-9> biobank

\*Banque de données collectant des données ou échantillons biologiques.

Au Nigéria encore, le certificat international de vaccination ou certificat prophylactique, un document utilisé par les voyageurs et souvent appelé "la carte jaune" devrait être remplacé par un certificat électronique. Ainsi en a décidé le gouvernement nigérian en décembre 2018. Le Ministère de la santé a déclaré que "le carnet de vaccination est lisible par une machine et peut stocker l'histoire de la vaccination de la personne concernée. Il a été conçu pour mettre fin à l'ère des fausses cartes jaunes, publiées depuis des années par des personnes non autorisées." Les nouveaux carnets électroniques seront archivés "dans un dépôt numérique national" et tous les certificats de vaccination antérieurs "seront invalidés au 1<sup>er</sup> juillet 2019." La revue *The Lancet* rapporte cependant "avoir demandé et obtenu la nouvelle carte de vaccination électronique à Ibadan, au Nigéria, et l'avoir obtenue, sans avoir dû présenter la moindre preuve d'une vaccination effective." <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2819%2931670-8>

*Allergan*, l'entreprise fabricant des implants mammaires, a procédé au rappel dans le monde entier de ses implants mammaires Biocell dits 'texturés' [à surface granuleuse, conçue pour mieux adhérer aux tissus] (*Associated Press*). L'agence états-unienne des produits alimentaires et médicamenteux, la *Food and Drug Administration* a déclaré que "les derniers chiffres communiqués montrent que plus de 80% des 570 cas confirmés d'un cancer rare, le lymphome anaplasique, ont pu être reliés aux implants texturés d'*Allergan*."

[https://www.statnews.com/2019/07/24/allergan-recalls-textured-breast-implant-tied-to-rare-cancer/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=6d1546501a-MR\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-6d1546501a-149736437](https://www.statnews.com/2019/07/24/allergan-recalls-textured-breast-implant-tied-to-rare-cancer/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=6d1546501a-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-6d1546501a-149736437) ; [https://www.lemonde.fr/sciences/article/2018/12/18/l-ansm-demande-a-allergan-de-proceder-au-rappel-de-ses-implants-mammaires-textures-en-stock\\_5399501\\_1650684.html](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2018/12/18/l-ansm-demande-a-allergan-de-proceder-au-rappel-de-ses-implants-mammaires-textures-en-stock_5399501_1650684.html) ; [https://www.tahiti-infos.com/Les-Etats-Unis-demandent-le-rappel-d-implants-mammaires-du-fabricant-Allergan\\_a183527.html](https://www.tahiti-infos.com/Les-Etats-Unis-demandent-le-rappel-d-implants-mammaires-du-fabricant-Allergan_a183527.html) [ajout de la traductrice]

"Les empreintes digitales de milliers d'enfants, âgés d'un à cinq ans, seront relevées au Bangladesh et en Tanzanie "pour retracer leur histoire de vaccination et la mettre en relation, grâce à l'information biométrique, avec (...) des dossiers et données médicales" (*The New Humanitarian*). Un-e porte-parole du projet a déclaré que "retracer la présence d'un enfant dans un centre de vaccination et remplacer des informations 'très peu fiables' consignées sur le papier par des données numériques sera utile pour cibler les 20 millions d'enfants qui n'ont pas reçu les vaccins essentiels et vivent pour la plupart dans des communautés pauvres ou isolées." La collecte des données sera entreprise par *Simprints*, une ONG britannique, qui recevra probablement le mandat de conserver les données. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/07/18/betting-biometrics-boost-child-vaccination-rates>

Protection de la vie privée / Confidentialité. Un faiseur d'opinion a mentionné "le conflit entre le *Programme alimentaire mondial des Nations Unies* et les rebelles d'al-Houthi" au Yémen, écrivant dans le *New York Times* que "le fait d'exiger des données biométriques, comme des scans de l'iris et du visage, crée un précédent dangereux pour l'aide humanitaire." Ses arguments : "l'interrogation de dizaines de migrant-e-s et de réfugié-e-s en Europe qui ont fui le conflit est-africain m'a appris combien d'infimes divergences dans les bases de données peuvent provoquer un chaos bureaucratique. Un nom mal épilé, par exemple, pourra servir pour menacer de séparer un enfant de ses parents ou pour rejeter une demande d'asile." De plus, "si les données d'une personne ou d'un groupe sont rendues publiques ou compromises et transmises à une des factions en guerre, il pourrait en résulter des actes de vengeance contre les personnes jugées se trouver du côté des adversaires dans le conflit." Le faiseur d'opinion insiste sur la nécessité de réduire la collecte des informations susceptibles d'aider à l'identification de la personne et de crypter les données collectées. <https://www.nytimes.com/2019/07/11/opinion/data-humanitarian-aid.html>

Technologie. Le babillard électronique de partage d'images *4chan* se présente comme "un simple tableau de bord, basé sur une image simple, sur lequel chacun peut publier des commentaires et partager des images de façon anonyme. (...) *4chan* ne conserve que 15 pages simultanément mais le site web *4plebs* archive le contenu de la section /pol/ [politiquement incorrecte\*] de *4chan* aussi loin que 2014." *VICE News* a utilisé ces archives pour analyser "plus d'un million de commentaires" de la section /pol/. « Depuis 2015, les insultes de nature raciale ou discriminatoire contre les minorités nationales, ethniques, religieuses, sexuelles ou de genre ont augmenté de 40% aux États-Unis." Quant à *8chan*, une société

dérivée (spin off) de *4chan* et devenue célèbre pour avoir été utilisée par les meurtriers de masse aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, elle “ne conserve pas la totalité de ses archives (...), en particulier car de la pornographie infantile a été publiée sur plusieurs pages de son site.”

[https://news.vice.com/en\\_us/article/d3nbzy/we-analyzed-more-than-1-million-comments-on-4chan-hate-speech-there-has-spiked-by-40-since-2015](https://news.vice.com/en_us/article/d3nbzy/we-analyzed-more-than-1-million-comments-on-4chan-hate-speech-there-has-spiked-by-40-since-2015)

\*section contenant des messages de haine et déshumanisants.

## **Nouvelles bilatérales et multilatérales**

**Arménie / Turquie.** Un historien turc du génocide arménien pendant la Première Guerre mondiale a déclaré que “l’analyse des signatures” de deux lettres démontre qu’elles sont “l’authentique production de Bahaettin Shakir, l’un des architectes et concepteurs du génocide arménien”. Les deux lettres révèlent que le *Comité Union et Progrès* “a décidé d’annihiler tous les Arméniens vivant en Turquie”, selon le reportage d’*Eurasia Review*. [https://www.eurasiareview.com/18072019-historian-uncovers-solid-evidence-for-armenian-genocide/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/18072019-historian-uncovers-solid-evidence-for-armenian-genocide/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

**Guerre des Balkans.** La Cour Suprême des Pays-Bas a confirmé le jugement d’un tribunal inférieur qui déclarait le gouvernement néerlandais “partiellement responsable du meurtre, en 1995, de 350 personnes de confession musulmane, tuées par les forces bosniennes serbes à Srebrenica après leur expulsion d’une base militaire des Nations Unies, tenue par des troupes néerlandaises” (*Reuters*). La Cour n’a cependant pas retenu la charge “d’illégalité du secours apporté par les forces néerlandaises pour éloigner les personnes expulsées qui s’étaient rassemblées devant la base.” Le ministre de la Défense a déclaré que le gouvernement “acceptait le jugement de la Cour Suprême.” Ce jugement “pave le chemin vers un dédommagement financier pour les familles des victimes et des survivants”. Ceux-ci ne recevront néanmoins qu’un petit montant comme compensation (« quelques milliers d’euros »). <http://news.trust.org/item/20190719081019-y88tk/>

La Bosnie a signé des accords séparés avec la Croatie et la Serbie “sur les mécanismes et les procédures qui permettront, dans le cadre d’un protocole, de rechercher les milliers de personnes disparues dans les années 1990” (*BIRN*). Le but visé est “d’optimiser le processus de recherche des personnes disparues et des dépouilles mortelles, de favoriser le partage des informations et de rendre possible des exhumations conjointes.” Près de 7’200 personnes restent déclarées disparues en Bosnie et Herzégovine, plus de 3’000 en Serbie, et 1’892 en Croatie.

[https://balkaninsight.com/2019/07/30/bosnia-croatia-serbia-sign-missing-persons-search-agreements/?utm\\_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm\\_campaign=b2596d1118-BI\\_DAILY&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_4027db42dc-b2596d1118-319725265](https://balkaninsight.com/2019/07/30/bosnia-croatia-serbia-sign-missing-persons-search-agreements/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=b2596d1118-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-b2596d1118-319725265)

**Cameroun / France.** La France a ouvert à la consultation les documents diplomatiques afférents à l’indépendance du Cameroun pour la période 1957-1971. <https://www.journalducameroun.com/independance-du-cameroun-la-france-ouvre-les-archives/>

**Guatemala / États-Unis d’Amérique.** Un article publié par le *Foreign Policy* a fait un lien entre “la tranquille acceptation” américaine des menaces dirigées contre les archives policières guatémaltèques et la demande des États-Unis d’un soutien du Guatemala pour stopper l’afflux de requérant-e-s d’asile et de réfugiés aux frontières américaines. “Le mouvement appelant à détruire les archives fait partie selon les récits des diplomates et experts étrangers indépendants d’une campagne plus vaste, ordonnée par le Président Jimmy Morales, pour amoindrir le rôle de la loi au moyen de purges au sein de la justice, de la police et des archivistes, afin d’écarter tous ceux qui ont été à l’avant-garde des enquêtes lancées par le Guatemala dans son effort de lutte contre la corruption, le trafic de drogue et les crimes de guerre. Jimmy Morales fait lui-même l’objet d’accusations sur le financement illicite de sa campagne électorale.” <https://foreignpolicy.com/2019/07/30/guatemala-declares-war-on-history-dirty-war-archives-jimmy-morales/>

**Pays du Golfe / Inde.** Le Ministre des Affaires Étrangères de l’Inde a annoncé pour cette année “9’771 plaintes pour torture déposées par des travailleurs indiens dans les pays du Golfe” (*Times of India*). “Sur la base des annonces des représentations diplomatiques indiennes au 30 juin 2019, le Koweït est en tête de liste des pays concernés avec le plus grand nombre de plaintes (2377).” <https://timesofindia.indiatimes.com/india/9771-complaints-of-torture-filed-by-indian-workers-in-gulf-countries-in-2019-s-jaishankar/articleshow/70259700.cms>

Israël / Palestine. *Akevot*, une organisation israélienne non gouvernementale, a publié un rapport intitulé *Silencing: DSDE's Concealment of Documents in Archives*. Le *Director of Security of the Defense Establishment* est la Direction de la sécurité de la défense ou service de contre-espionnage militaire israélien. Ce rapport est le “résultat d’une recherche extensive de deux années (...) qui met à jour un mécanisme de nature illégale au sein du Ministère de la Défense et permettant de dissimuler des documents d’archives dans différents services d’archives sans la moindre base légale.” *Akevot* a également publié dans sa version hébraïque originale et dans une version anglaise “un des documents dissimulés dans un des services d’archives par le DSDE.” Le document avait été écrit par les services secrets de l’armée israélienne en juin 1948 et constitue “un document clé pour la compréhension de certains des événements au coeur du conflit israëlo-palestinien.” *Tous nos remerciements à Lior Yavne pour les liens et aux enquêteurs de l’Akevot pour leur travail minutieux.* <https://www.akevot.org.il/wp-content/uploads/2019/07/Silencing-Akevot-Institute-Report-July-2019.pdf>

Suite à la publication d’*Akevot*, *Haaretz Weekend Magazine* a publié un long article intitulé “*Burying the Nakba: How Israel Systematically Hides Evidence of the 1948 Expulsion of Arabs [Enterrer la Nakba ou comment Israël dissimule systématiquement les preuves de l’expulsion en 1948 de la population arabe]*” Il est écrit dans cet article qu’une bataille (...) a lieu pour l’accès aux archives en Israël”; l’article publie également les commentaires ‘candides’ des archivistes [israéliens] et d’anciens fonctionnaires de la Défense. <https://www.haaretz.com/israel-news/premium.MAGAZINE-how-israel-systematically-hides-evidence-of-1948-expulsion-of-arabs-1.7435103> For further commentaries on the Akevot and Haaretz pieces see: <https://972mag.com/dont-wait-israeli-archives-prove-palestinians-already-know/142201>; <https://www.juancole.com/2019/07/conceal-emptying-archives.html>; <https://www.haaretz.com/israel-news/premium-israel-didn-t-aim-to-distort-history-by-concealing-nakba-docs-ex-top-official-says-1.7570626>

Guerre du Moyen-Orient. *Human Rights Watch* a publié suite à ses trois visites dans le camp de réfugiés d’al-Hol, en juin 2019, un communiqué de presse informant que “l’administration kurde autonome dans cette région du nord-est de la Syrie détient en captivité parmi les familles suspectées d’affiliation à Daech plus de 11’000 femmes et enfants d’origine étrangère (...). Les conditions de détention dans ce camp en plein désert sont effroyables, voire mortelles.” Selon les Nations Unies, “ce ne sont pas moins de 240 enfants qui sont morts pendant le transfert ou à l’arrivée au camp d’al-Hol.” Il semblerait que “les représentants de l’aide internationale n’enregistrent pas systématiquement les décès”, déclare les autorités du camp.

<https://www.hrw.org/news/2019/07/23/syria-dire-conditions-isis-suspects-families>; see also the report on al-Hol from the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs at <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/syria-humanitarian-response-al-hol-camp-situation-report-no-5-5-july>

“Une première historique ! Pour la première fois, un tribunal néerlandais a condamné un ancien combattant de Daech d’origine néerlandaise comme coupable de crimes de guerre” (*justiceinfo*). Le procureur a recouru “à des sources provenant des médias sociaux pour prouver les chefs d’accusation” et démontrer la culpabilité de l’accusé. Ses preuves comprenaient des images publiées sur Facebook, des données extraites d’un téléphone saisi par la police néerlandaise ainsi que les données de géolocalisation d’images diffusées sur internet. <https://www.justiceinfo.net/en/tribunals/national-tribunals/42008-first-dutch-islamic-state-fighter-convicted-for-war-crimes.html>

Concernant le concept de la juridiction universelle et les procès des crimes de guerre en Syrie ouverts en Allemagne, voir la discussion : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/07/can-germany-convict-syrian-war-criminals/595054/>

République des Îles Marshall / États-Unis d’Amérique. Les forces américaines ont mené 67 tests nucléaires dans les Îles Marshall entre 1946 et 1958. Trois études publiées dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences* (U.S.) par le Centre de recherche nucléaire de la Columbia University mentionnent les enquêtes récentes, “lesquelles ont fait apparaître une concentration d’isotopes nucléaires sur certaines des îles bien plus élevée que la limite admise par la loi et fixée par les accords passés” avec le gouvernement américain. Le niveau des radiations résiduelles dans certaines des îles “sont bien plus élevés que dans les régions affectées par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl ou de Fukushima.” [https://www.eurasiareview.com/18072019-radiation-in-parts-of-marshall-islands-is-higher-than-chemobyl/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/18072019-radiation-in-parts-of-marshall-islands-is-higher-than-chemobyl/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Russie / Ukraine. La plateforme mondiale de médias indépendants *Open Democracy* a publié un article sur les conséquences de l’ouverture en 2015 des archives des services de renseignement étatiques : les

citoyens d'Ukraine ont ainsi pu apprendre "ce qui était réellement arrivé à leurs parents et proches sous Staline." L'article comprend un entretien avec le directeur du service d'archives qui explique le règlement d'accès, les précautions nécessaires qui doivent être prises quant à la véracité des informations contenues dans les documents et la distanciation nécessaire que doivent opérer les archivistes entre eux-mêmes et ce que décrivent les documents. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/seven-kilometers-memory-cn/>

Syrie / Turquie. *Eurasia Review* a diffusé la déclaration suivante d'*Human Rights Watch* : "Les autorités turques gardent en détention des personnes syriennes et les obligent par la force à signer des documents déclarant leur accord de rentrer en Syrie ; ells les expulsent ensuite par la force vers le territoire syrien." Le Ministre de l'Intérieur de Turquie a démenti l'existence de retours exécutés sous la contrainte. Début juillet, la police d'Istanbul a intensifié les contrôles aléatoires d'identité des personnes syriennes en possession d'une autorisation de séjour ("registration documents"). Fin juillet, le gouverneur de la province d'Istanbul a déclaré que "les Syriens enregistrés dans une des autres provinces de Turquie avaient jusqu'au 20 août pour y retourner ; quant aux Syriens sans papiers, tous seraient envoyés dans une autre province qu'Istanbul pour y être enregistrés." [https://www.eurasiareview.com/28072019-turkey-forcibly-returning-syrians-to-danger-says-hrw/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/28072019-turkey-forcibly-returning-syrians-to-danger-says-hrw/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Guerre du Viêt Nam. *The Atlantic* a publié un article sur l'exposition des populations du Laos et du Cambodge à l'herbicide à base de dioxine surnommé l'agent orange. L'agent orange, épandu pendant la guerre sur les forêts et les cultures pour sa qualité de défoliant, est responsable des "cancers et maladies cardiaques développés par les personnes directement exposées ainsi que des nombreuses malformations chez les nouveaux-nés de leur famille." Le journaliste qui a mené l'enquête a déclaré que les documents américains sur les épandages au Laos sont "incomplets" et que "des dérivés de pulvérisation non documentées" pourraient avoir eu lieu au Cambodge ; ces pulvérisations s'ajouteraient aux 40'900 gallons [américains, soit près de 155'000 litres] connus pour avoir été utilisés dans ce pays. Les États-Unis d'Amérique "n'apportent aucune assistance aux populations affectées du Cambodge et du Laos et se limitent à assister les citoyens américains qui ont servi secrètement dans ces pays et auraient pu avoir été exposés à l'agent orange même s'ils n'ont jamais été au Viêt Nam. "

[https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/07/agent-orange-cambodia-laos-vietnam/591412/?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=atlantic-daily-newsletter&utm\\_content=20190722&silverid-ref=NTIONDYyODAZNDgwS0](https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/07/agent-orange-cambodia-laos-vietnam/591412/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=atlantic-daily-newsletter&utm_content=20190722&silverid-ref=NTIONDYyODAZNDgwS0)

## **Nouvelles nationales**

Afghanistan. La *Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan* a annoncé que 3'812 civils ont été tués ou blessés dans la première moitié de l'année 2019. Pour le second trimestre consécutif, "les morts civiles attribuées aux forces pro-gouvernementales ont été plus élevées que celles attribuées aux forces anti-gouvernementales." <https://unama.unmissions.org/un-urges-parties-heed-call-afghans-zero-civilian-casualties>

Albanie. Le Parlement albanais procède actuellement "à la révision de la loi nationale sur l'étude du communisme" et a proposé des modifications "qui empêcheront un organisme d'État chargé d'enquêter sur les crimes commis en Albanie après l'ère communiste d'étudier les crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale" annonce *BIRN*. [https://balkaninsight.com/2019/07/16/albania-to-ban-the-study-of-wwii-as-part-of-communist-period/?utm\\_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm\\_campaign=4410525359-BI\\_DAILY&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_4027db42dc-4410525359-319725265](https://balkaninsight.com/2019/07/16/albania-to-ban-the-study-of-wwii-as-part-of-communist-period/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=4410525359-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-4410525359-319725265)

Algérie. *Mondafrique* rapporte que l'armée envisage de rendre publiques les archives de la police politique de l'ancien régime (*DRS Direction du renseignement et de la sécurité*). <https://mondafrique.com/30461-2/>

Bangladesh. Le *South Asia Terrorism Portal* a publié une analyse des travaux du *Tribunal international des crimes du Bangladesh*, lequel juge les personnes accusées de crimes de guerre commis pendant la guerre d'indépendance de 1971 contre le Pakistan. Les procès ont débuté le 25 mars 2010 et ont conduit à la mise en examen de 124 personnes et à des condamnations "contre 88 personnes accusées, dont 62 condamnations à mort [6 ont été exécutées] et 26 condamnations à la prison à vie." Les documents des procès sont des archives de valeur historique et essentielles, qui doivent être protégées avec force pendant

les procès et après la fin de la procédure du *TIC*. <https://www.eurasiareview.com/16072019-bangladesh-relentless-justice-analysis/>

**Brésil.** *The Intercept* a publié un grand article sur le réseau d'espionnage de la filiale brésilienne de *Fiat* et sur sa collaboration avec la dictature militaire (“*The secret history of Fiat Brazil’s internal espionage network and collaboration with the military dictatorship*”) qui sont comparées à la répression ouvrière exercée par *Fiat* en Italie à la même époque. Les enquêteurs ont utilisé des documents d’archives en Italie et au Brésil mais ont découvert qu’une “partie substantielle” des fichiers de la procédure italienne contre des cadres de *Fiat*, accusés de corruption et de menées contre les ouvriers, a disparu. L’article offre une preuve fascinante du lien essentiel existant entre les archives d’entreprise et les droits humains. Suite à sa publication, le *Ministério Público Federal* de l’État brésilien de Minas Gerais, siège de l’usine *Fiat*, a ouvert une enquête quant au rapport d’un espionnage et d’une répression syndicale chez *Fiat Brésil*. *Nos remerciements vont ici à l’archiviste Giulia Barrera pour son signalement de l’article, publié en février, et de l’enquête en avril.* <https://theintercept.com/2019/02/25/flat-brazil-spying-workers-collaborated-dictatorship/>; <https://www.conversaafiada.com.br/economia/a-verdade-e-dura-a-fiat-apoiou-a-ditadura>

Le service du parquet chargé des litiges dans le monde du travail a déclaré vouloir créer une nouvelle “liste noire” des employeurs impliqués dans l’esclavage moderne “qui se baserait sur les listes des entreprises et des personnes jugées coupables d’esclavage par les tribunaux du travail” (*Thomson Reuters Foundation*). Le Parquet espère publier cette liste dans “environ six mois”; entretemps, le personnel du parquet étudiera minutieusement “des milliers de documents de la justice pour identifier d’éventuels accusés supplémentaires.” La liste du parquet complètera la “liste sale” du gouvernement qui a commencé en 2004 à recenser les entreprises “écartées des aides financières de l’État et soumises à des restrictions sur la vente de leurs produits.” <http://news.trust.org/item/20190702230508-oiquu/>

“Un film vidéo sur l’une des dernières tribus brésiliennes d’indigènes n’ayant jamais été en contact avec l’extérieur a été publié afin de sensibiliser le pays aux menaces qui pèsent sur la survie de ces communautés indiennes” (*Thomson Reuters Foundation*). Ce clip d’une durée d’une minute “a été filmé de manière fortuite lors d’une expédition de chasse de la communauté tribale Guajajara.” <http://news.trust.org/item/20190723211032-zwztz/>

**Colombie.** Le Ministère de la Santé a publié un rapport sur les violences commises contre les enfants. Les données publiées révèlent “qu’environ 42% des jeunes personnes ont été victimes d’une forme d’abus.” Les jeunes Colombiens “ont été pour un tiers d’entre eux victimes de violence domestique; un autre tiers en a été témoin” et “15% des filles et 7% des garçons ont été victimes de violences sexuelles.” [https://www.telesurenglish.net/news/40-of-Young-People-in-Colombia-Have-Experienced-Abuse-Report-20190723-0005.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=12](https://www.telesurenglish.net/news/40-of-Young-People-in-Colombia-Have-Experienced-Abuse-Report-20190723-0005.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12)

**Équateur.** Le président a annoncé en octobre 2018 qu’un demi-million d’acres, soit un peu plus de 200’000 hectares (ou plus de 2’023 millions de m<sup>2</sup>) de terres de la forêt tropicale amazonienne, le lieu d’habitat traditionnel du peuple indigène Waorani, seraient attribués à des sociétés colombiennes et péruviennes de prospection pétrolière. Au terme de batailles juridiques, pendant lesquelles le gouvernement assura avoir consulté les Waorani en 2012, la Cour de justice de la province amazonienne de Pastaza a statué que “le gouvernement doit recommencer la procédure de consultation préalable en respectant les standards du droit international et de la Cour constitutionnelle équatorienne afin de permettre toute activité de prospection pétrolière à l’avenir.” En conséquence, le jugement “ordonne aussi au Ministère de l’Énergie et des Ressources non renouvelables et au Ministère de l’Environnement d’assurer à ses employé-e-s avant de les envoyer sur le terrain une formation suffisante pour garantir leur libre détermination et une procédure de consultation préalable, libre et documentée.” La Cour constitutionnelle a également ordonné au gouvernement d’enquêter “sur les actions initiées par son personnel dans la première procédure de consultation qui a été jugée illégale.” Un juriste représentant les Waorani a déclaré que ce jugement avait valeur de précédent pour tous les autres peuples indigènes qui porteraient en justice l’adjudication de leurs terres. Les documents de ces procès constituent des archives d’une valeur importante pour les droits humains et doivent être préservées avec soin, aussi bien par les tribunaux que par les parties prenantes. <https://www.amazonfrontlines.org/chronicles/waorani-ecuador-victory-appeal/>; [https://www.telesurenglish.net/news/Ecuadorean-Court-Rules-in-Favor-of-Protecting-Waorani-Rainforests-from-Oil-Companies-20190712-0002.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=8](https://www.telesurenglish.net/news/Ecuadorean-Court-Rules-in-Favor-of-Protecting-Waorani-Rainforests-from-Oil-Companies-20190712-0002.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8)

El Salvador. Un juge a décidé que 17 anciens membres des forces armées salvadoriennes devaient être mis en accusation pour “tortures, disparitions forcées, déplacements forcés en lien avec le massacre d’El Mozote en 1981” lors de la guerre civile (AP). Le massacre a été documenté par la *Commission de la vérité pour le Salvador de l’ONU* en 1983 ; le nombre officiel de victimes s’élève à 989. “Le tribunal a déclaré avoir reconstitué la chaîne du commandement militaire et évalué les preuves en tenant compte des avis d’experts militaires, d’historiens et d’anthropologues.” <https://apnews.com/6942ea7c6d67460089b9a4917a27195f>

Éthiopie. L’ONGI *Human Rights Watch* a publié en juillet 2018 un rapport sur les abus commis dans la prison d’Ogaden, située dans la Région Somali, en Éthiopie occidentale. Grâce à un changement gouvernemental, un enquêteur d’HRW a pu visiter la prison. Dans un entretien, il déclare avoir vu “de nombreux graffiti sur les murs qui indiquaient des noms de prisonniers et des dates. De nombreuses preuves potentielles étaient éparpillées dans les bâtiments. Des journaux tenus par les prisonniers ainsi que des registres des gardiens traînaient simplement par terre.” D’anciens gardiens de prison sont actuellement jugés mais il est clair que la justice ne dispose pas de toutes les preuves qui existent. <https://www.hrw.org/news/2019/07/10/interview-inside-what-was-ethiopia-jail-ogaden>

France. “Les chiffres communiqués par le Ministère de l’Intérieur font état de 130 femmes déclarées décédées en 2017 des suites de violences commises par leur conjoint ou leur compagnon, et de 123 en 2016” (Reuters). Le groupe Facebook “Féminicides par compagnons or ex” a déclaré avoir enregistré pour 2019 le décès de déjà 74 femmes suite à une agression. <http://news.trust.org/item/20190706193110-dx5ek/>

Gambie. Trois anciens membres de la “Patrol Team” de l’ancien président Yahya Jammeh, et connus sous le nom de “the Junglers”, ont témoigné devant la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations, selon le rapport publié par *justiceinfo.net*. Ils ont reconnu avoir assassiné le journaliste Deyda Hydera en 2004 et “ont livré de nouvelles informations sur le meurtre » d’un ex-chef espion, d’un ex-chef militaire, d’un législateur, ainsi que sur “des dizaines d’autres personnes disparues dans des circonstances mystérieuses pendant la dictature.” Il est essentiel de conserver les documents de la Commission. <https://www.justiceinfo.net/en/truth-commissions/42026-gambia-full-terror-exposed-before-the-trrc.html>

Honduras. La *Cour interaméricaine des droits de l’homme* a publié une déclaration où elle “condamne les actes de violence perpétrés contre des personnes transgenres au Honduras”, et exprime sa “grande inquiétude face à la multiplication d’actes de violence contre les femmes transgenres au Honduras, particulièrement après les trois assassinats commis dans la première semaine de juillet”, qui amènent à 21 le nombre total de personnes LGBTI\* tuées depuis le début de l’année 2019. Le groupe d’intérêt local *Catrachas* a annoncé que plus de 300 personnes homosexuelles ou transgenres avaient été assassinées depuis 2009. <http://news.trust.org/item/20190718194049-d8g04/>; for the statement [http://www.oas.org/en/iachr/media\\_center/PRleases/2019/176.asp](http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PRleases/2019/176.asp)  
\*Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres et Intersexes.

Inde. *VICE News* a publié un article sur les activités des “tribunaux pour étrangers”, “Foreigners Tribunals”, institués parallèlement au système judiciaire et qui ont le pouvoir de déclarer apatride et d’ordonner l’expulsion des personnes qui ont le pouvoir d’ordonner le refoulement d’une personne définie comme non indienne. “L’État d’Assam se sert de ces tribunaux pour mener à bien ce qui est peut-être une des plus grandes purges de citoyens de l’histoire. L’État a signalé quatre millions de personnes comme étant de possibles étrangers. Le 31 août prochain, ces personnes sauront si elles doivent comparaître devant un tribunal.” Les reporters ont eu accès à tous les jugements prononcés dans les six derniers mois de 2018 par cinq des tribunaux d’Assam et ont découvert que “presque 9 cas sur 10 concernaient des personnes de religion musulmane” et que “presque 90% de ces personnes musulmanes ont été qualifiées d’immigrants illégaux — alors que seuls 40% des personnes hindoues étaient considérés l’être.” Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG News* 2018-01, 07, 08. [https://news.vice.com/en\\_us/article/3k33qy/worse-than-a-death-sentence-inside-indias-sham-trials-that-could-strip-millions-of-citizenship](https://news.vice.com/en_us/article/3k33qy/worse-than-a-death-sentence-inside-indias-sham-trials-that-could-strip-millions-of-citizenship)

L’organisation non gouvernementale *South Asia Analysis Group* a salué la décision du juge du tribunal de district de Madurai, subordonné à la Haute Cour de Madras du Tamil Nadu. Le jugement oblige le gouvernement indien à examiner les demandes de nationalité des Tamouls indiens sri-lankais vivant dans les camps de réfugiés du Tamil Nadu. Les demandes de naturalisation de 65 personnes n’avaient pas été transmises à New Delhi “parce qu’il s’avérait (...) politique de ne pas accorder la nationalité indienne à des réfugiés”, une décision qui comprenait également les Tamouls indiens ayant fui le Sri-Lanka “après

les pogroms urbains de juillet 1983”. [https://www.eurasiareview.com/07072019-sri-lanka-landmark-judgement-regarding-refugees-of-indian-origin-in-tamil-nadu-oped/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/07072019-sri-lanka-landmark-judgement-regarding-refugees-of-indian-origin-in-tamil-nadu-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

L’Association of Parents of Disappeared Persons (APDP) et la Jammu Kashmir Coalition of Civil Society (JKCSS) ont publié en mai un compte-rendu graphique, intitulé *Torture: Indian State’s Instrument of Control in Indian Administered Jammu and Kashmir*, qui donne le profil de 432 personnes victimes de torture pendant leur emprisonnement, de 1990 à aujourd’hui. Le *New York Times* a donné une suite à cette publication en menant des entretiens avec plus de 24 Kashmiris et “ a analysé des documents des hôpitaux ainsi que parlé avec les proches des victimes afin de vérifier les récits rapportés.” Le directeur général de la police du Cachemire a déclaré au *Times* que le rapport “généralisait des faits basés sur des données fausses ou inexactes” et a communiqué des données prouvant que l’armée indienne avait enquêté sur 1’052 allégations de violations des droits humains entre 1994 et le 31 mai 2019, avec pour résultat que “997 de ces accusations s’étaient avérées ‘fausses’ ou ‘non fondées’ et que pour les autres cas, une punition avait été infligée à 70 membres de son personnel.” <https://www.firstpost.com/india/jk-human-rights-groups-release-report-documenting-decade-long-torture-of-civilians-by-security-forces-6712301.html> ; [www.nytimes.com/2019/07/06/world/asia/kashmir-india-torture.html](http://www.nytimes.com/2019/07/06/world/asia/kashmir-india-torture.html)

L’agence de presse ANI a diffusé l’information d’une suspicion de féminicide “basée sur des chiffres officiels de 216 nouvelles naissances dans les trois derniers mois au sein des 132 communautés villageoises du district d’[Uttarkashi]. Cependant, tous les nouveaux-nés sont de sexe masculin.”. Le magistrat du district a annoncé “une enquête et une analyse approfondies sur les causes et a demandé un rapport sur les données collectées aux travailleurs sociaux.” <https://www.india.com/news/india/no-girl-born-in-132-uttarakhand-villages-in-last-three-months-3723534/>

**Indonésie.** La Cour suprême a jugé coupable de diffusion de “matériel indécent” et de “violation de la décence” une femme “pour avoir enregistré et diffusé une conversation téléphonique avec son supérieur hiérarchique aux fins de prouver le harcèlement sexuel dont elle était victime” et l’a condamnée à six mois de prison et à une amende de 500 millions de roupies indonésiennes, selon l’information rapportée par *BBC News*. Suite à ce jugement, la femme a été amnistiée par le Parlement indonésien (*Reuters*). [https://www.bbc.com/news/world-asia-48882981?ocid=socialflow\\_twitter](https://www.bbc.com/news/world-asia-48882981?ocid=socialflow_twitter); <http://news.trust.org/item/20190725053709-145lh/>

L’organisation non gouvernementale *Solidarity Team for Nduga* rapporte que 5’200 personnes, dont 700 enfants, vivent dans un camp pour personnes déplacées situé dans la ville de Wamena, dans la province de Papouasie. 139 personnes y auraient déjà péri, selon une enquête de *Reuters*. Un porte-parole de l’armée indonésienne a qualifié le rapport de l’ONG de “canular”, déclarant qu’il n’existait pas “de données sur des décès.” Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG News* 2019-04. <http://news.trust.org/item/20190718121224-s0ygs/>

La Commission de la vérité et de la réconciliation engagée dans la province d’Aceh a tenu sa deuxième audition sur les événements qui eurent lieu entre 1989 et 2004, selon le rapport de *justiceinfo.net*. Dans le cadre de l’accord de paix qui a mis fin au conflit entre le gouvernement central et le mouvement indépendantiste d’Aceh, il avait été convenu qu’une commission de vérité et un tribunal compétent pour juger les crimes contre l’humanité et le génocide. Face à l’inaction du gouvernement central, la province d’Aceh a créé en 2016 une commission locale qui a enregistré “plus de 200 déclarations”. Le parlement d’Aceh a décidé que la commission deviendrait une institution permanente. Les documents de la commission constituent un important fonds d’archives de la province d’Aceh. <https://www.justiceinfo.net/en/justiceinfo-comment-and-debate/opinion/42061-aceh-truth-and-reconciliation-commission-giving-a-voice-to-survivors.html>

**Iran.** Un article d’opinion, paru dans *Eurasia Review*, lance un appel à la justice pour les survivants du massacre de 1988, où 30’000 prisonniers politiques furent massacrés après que l’Ayatollah Khomeini ait prononcé une *fatwa*\* pour l’exécution de “ceux qui font la guerre à Dieu” et que des “Commissions de la mort aient condamné à la pendaison les victimes après un simulacre de procès.” Lors de la conférence internationale organisée à la mi-juillet 2019 en Albanie par la coalition de l’opposition iranienne, “les survivants et les témoins (...) ont témoigné sur les crimes dont ils ont été victimes ou témoins” ; une

femme dont la sœur avait été exécutée a lancé un appel aux “Nations Unies en faveur d’une commission d’enquête internationale sur le #1988Massacre.” Ces témoignages ont besoin d’être préservés.

<https://www.eurasiareview.com/17072019-call-for-justice-by-survivors-of-irans-1988-massacre-oped/>

\*avis religieux

Kenya. Le Kenya a promulgué en 2016 le *Community Land Act* qui a donné aux communautés le droit d’“enregistrer légalement leurs terres communales et d’être propriétaires des terrains”, comme le communique l’article d’opinion publié par *Thomson Reuters Foundation*. Or, dans les trois années qui ont suivi l’adoption de la loi, “aucune communauté au Kenya n’a été capable de soumettre un dossier pour faire reconnaître légalement les droits de ses membres sur leurs terres”, tant il est compliqué de répondre aux exigences posées par la loi. En juillet 2019, “plus de 50 délégués de onze communautés (...) se sont rendus à Nairobi et ont organisé une marche jusqu’au ministère compétent, le *Ministry of Land and Physical Planning* pour y déposer directement leurs demandes d’enregistrement.” Chaque communauté a conclu “un accord avec les communautés voisines sur les limites de leurs terres respectives, et a constitué un dossier de preuves et créé des cartes pour établir le bien-fondé de sa demande.” Le ministère a promis de “traiter les demandes des communautés dans les quatre mois.” <http://news.trust.org/item/20190730151357-yl708/>

Kirghistan. “Le Kirghistan a accordé la citoyenneté aux dernières personnes apatrides sur son territoire (...), ce que les représentants de l’ONU ont salué comme une avancée dans le combat global pour mettre fin à l’apatridie.”. En 2014, l’*Agence des Nations Unies pour les réfugiés* avait lancé une campagne pour abolir le statut d’apatride en dix ans. “Le Kirghistan est le premier pays qui a respecté le délai.” [http://www.thisisplace.org/i/?id=6c11576b-6019-4d75-baf3-df7625c65215&utm\\_source=Newsletter&utm\\_medium=Email&utm\\_campaign=Place](http://www.thisisplace.org/i/?id=6c11576b-6019-4d75-baf3-df7625c65215&utm_source=Newsletter&utm_medium=Email&utm_campaign=Place)

Malaisie. *Asia Sentinel* a publié un article sur la *Malaysia’s Special Branch*, un service de renseignements de la période coloniale, intégré à présent aux forces de police malaisiennes. “Un ancien employé, lequel désire garder l’anonymat, a déclaré à l’auteur de l’article avoir été responsable, dans les années 1990, période du premier gouvernement Mahathir, de filmer et photographier les ministres du cabinet et les principaux ministres du gouvernement dans des situations compromettantes, cela afin de faire pression sur ces personnes plus tard, si cela était nécessaire.” On ignore si ces photographies sont encore conservées dans les archives du service de renseignements. [https://www.eurasiareview.com/12072019-the-special-branch-and-the-malaysian-deep-state-analysis/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/12072019-the-special-branch-and-the-malaysian-deep-state-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Mexico. Selon le service de la sécurité nationale, 14’603 assassinats ont été commis entre janvier et juin 2019, d’où la qualification par l’agence de presse *Reuters* des six premiers mois de 2019 comme la période la plus meurtrière enregistrée. En comparaison, 13’985 assassinats avaient été enregistrés pour les six premiers mois de l’année 2018. <https://www.reuters.com/article/us-mexico-violence-idUSKCNIUG00S>

Pakistan. La Commission nationale d’enquête sur les disparitions forcées a déclaré qu’entre 2011 et juin 2018 “il a été possible de retracer le parcours de 3’983 des 6’156 personnes disparues” et que 792 auditions avaient eu lieu dans plusieurs villes du pays. L’hypothèse que les personnes disparues seraient ou auraient été détenues par le gouvernement pakistanais semble être envisagée par une source (texte original : *Date* ), lorsqu’elle écrit que “la commission n’a communiqué aucun détail supplémentaire sur la nature des crimes que les personnes emprisonnées auraient commis ni sur les lieux de leur détention.” <https://menafn.com/1098755364/Pakistan-Missing-Persons-Commission-disposes-of-3938-cases?src=Rss>

Serbie. Le Centre de droit humanitaire, une organisation non gouvernementale, a “apporté depuis les premières procédures judiciaires ouvertes en 2002 un contrôle et un soutien à la Serbie dans le cadre des procès intentés contre des criminels de guerre.” Le Centre a publié son quatrième rapport sur la mise en oeuvre de la stratégie nationale pour poursuivre les crimes de guerre. Le rapport constate “qu’aucun progrès n’a été fait quant à la mise en accusation dans les 40 mois depuis l’adoption de la stratégie nationale en février 2016.” <http://www.hlc-rdc.org/?p=36814&lang=de>

Soudan du Sud. Le service compétent pour les droits humains de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a documenté “95 incidents distincts de violations et abus, commis entre septembre 2018 et avril 2019” dans la région du centre, proche de la ligne équatoriale. “Ces incidents comprennent 30 attaques de villages et ont causé l’assassinat de 104 civils, tandis que 35 civils ont été blessés et 187

enlevés. Les violences ont provoqué le déplacement de plus de 56'000 civils à l'intérieur du Soudan du Sud et le départ de près de 20'000 autres civils, qui ont traversé la frontière pour se rendre en Ouganda et dans la République Démocratique du Congo.” <https://unmiss.unmissions.org/civilians-deliberately-and-brutally-targeted-during-surge-conflict-central-equatoria>

Taiwan. La loi sur les archives politiques, le *Political Archives Act*, a été approuvée par le parlement. Le Président Tsai Ing-wen a déclaré que “des règles sont à présent en place pour la collecte, l'examen et la déclassification des documents concernant les procès politiques” (*Taipei Times*). Le Président a exprimé le souhait que “le Bureau de la sécurité nationale et les autres services concernés déclassifient les dossiers principaux issus de l'époque de la Terreur blanche” (1947-1987), déclarant qu’“il est important d'ouvrir ces dossiers et de déterminer les responsabilités, afin d'apprendre de l'histoire passée et d'en tirer des leçons.”

<http://www.taipeitimes.com/News/front/archives/2019/07/08/2003718299>

Royaume-Uni. Les sources officielles obtenues du Ministère de l'Intérieur par l'ONG *After Exploitation* ont montré qu'en “2017, 2'726 personnes ont vraisemblablement été victimes d'esclavage” (*Thomson Reuters Foundation*). Le *Mécanisme national d'aide aux victimes* a formellement reconnu 507 personnes “comme victimes probables d'esclavage (...) soit avant d'avoir été retenues pour la première fois [par les services de l'immigration] ou pendant leur détention en 2018.” Un article est ensuite paru, rapportant que les données du gouvernement, obtenues en vertu du Freedom of Information Act, ont révélé “qu'entre 2015 et 2017, le Home Office d'Angleterre a refusé le droit de séjour à 752 personnes — 4 sur 10 étaient d'origine non européenne — après que leur statut de victimes de trafic ait été reconnu.” Les personnes dont le statut de victime avait été reconnu eurent droit à une aide gouvernementale pendant 90 jours mais elles ne reçurent pas “automatiquement le droit de rester sur le territoire britannique, ce qui expose les survivants, de l'avis des activistes anti-esclavage, au risque de devenir apatride ou d'être victimes d'une nouvelle exploitation.” <http://news.trust.org/item/20190709071038-vx2vy/>; <http://news.trust.org/item/20190730103847-1hjxv/>

États-Unis. Une équipe de chercheurs a mesuré la relation entre les lois nationales sur les armes et le décès d'enfants par armes à feu, en établissant un croisement des données pour la période 2011-2015 entre les données du recensement national américain et les statistiques du système d'information sur les blessés *WISQUARS, Web-based Injury Statistics Query and Reporting System*. 21'241 enfants sont décédés des suites de blessures causées par des armes à feu pendant la période étudiée. La conclusion des chercheurs a été publiée dans la revue *Pediatrics* : les États fédérés américains dont les lois sur les armes sont plus sévères ont connu des taux de mortalité pédiatrique nettement plus faibles, de même que les États dont les lois exigent des contrôles généraux des antécédents pour l'achat d'une arme à feu.

<https://pediatrics.aappublications.org/content/pediatrics/early/2019/07/11/peds.2018-3283.full.pdf>

Une autre équipe de chercheurs a étudié les rapports sur les homicides du *FBI* publiés en supplément de l'*Uniform Crime Report* du Bureau fédéral d'enquête, afin de déterminer les pourcentages d'homicides, domestiques et non domestiques, par armes à feu. Les chercheurs ont ensuite compilé “plusieurs données au niveau gouvernemental, de 1990 à 2016 (...), provenant des 50 États, (...) pour modéliser l'homicide domestique (= au sein de la famille ou entre partenaires intimes) et l'homicide non domestique en fonction de la possession d'armes par foyer.” Ils ont ainsi découvert que les États “appartenant au quartile\* supérieur pour les propriétaires d'armes à feu” connaissaient un taux d'homicide plus élevé de 64.6% - un pourcentage stupéfiant – au sein des ménages / au sein d'une famille que les États classés dans le 4ème quartile. Aucun écart significatif n'a été constaté entre les États pour ce qui est des homicides non domestiques, selon l'étude publiée dans l'*American Journal of Preventive Medicine*.

[https://www.ajpmonline.org/article/S0749-3797\(19\)30197-7/pdf](https://www.ajpmonline.org/article/S0749-3797(19)30197-7/pdf)

\*quartile, unite de calcul de la statistique descriptive, voir sa définition s.v. : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Quartile>

Le *Washington Post* et *HD Media* se sont lancés dans une bataille juridique pour obtenir l'accès à la base de données *ARCOS Automation of Report and Consolidate Order System ARCOS* de la *Drug Enforcement Administration DEA*. Un accès partiel leur a été accordé en juillet. Les fabricants de médicaments, les distributeurs et les pharmacies ont l'obligation de rapporter à la *DEA* “chaque vente de substance contrôlée” et fournissent “les données des ventes” qui sont ensuite enregistrées dans *ARCOS*. Le *Washington Post* a écrit : “La base de données est une carte routière virtuelle de l'épidémie de dépendance aux opiacés et opioïdes\* qui débuta avec la prescription d'analgésiques, augmenta la consommation

d'héroïne et a abouti à la crise du fentanyl actuelle, responsable des 67'000 décès supplémentaires qui se sont ajoutés aux décès déjà dénombrés entre 2013 et 2017.” <https://www.msn.com/en-us/news/us/76-billion-opioid-pills-newly-released-federal-data-unmasks-the-epidemic/ar-AAEqs4x?li=BBnbfL#page=2>

\*opiacés (morphine, héroïne etc.) et opioïdes (méthadone, fentanyl etc.) sont une catégorie de substances psychoactives comprenant des médicaments anti-douleur prescrits uniquement sur ordonnance.

La *Central Intelligence Agency CIA* a remis aux journalistes du *Wall Street Journal*, du *Washington Post*, et du *New York Times* cinq courriels. Elle a ensuite refusé l'accès à ces messages au journaliste indépendant Adam Johnson, lequel a porté plainte et a fait appel après avoir perdu en première instance. Fin juin 2019, la cour d'appel a confirmé le refus de communiquer les messages, arguant que “l'information recherchée par Johnson est contenue dans la correspondance privée envoyée directement aux trois journalistes (...) ; ces courriels ne sont généralement pas accessibles au public (...). La valeur probante des documents fournis par Johnson pour prouver que l'information recherchée avait été de fait rendue publique par la *CIA* est insuffisante.” <https://fas.org/sgp/jud/johnson-cia-062819.pdf>

La chaîne d'information en continu *Cable News Network CNN* a pu consulter des courriels envoyés au superviseur d'un agent de patrouille des douanes et des frontières afin de l'alerter d'un incident survenu le 5 mars 2019, lors duquel “un citoyen Hondurien a sous la contrainte dû défiler dans le centre de détention des migrants en tenant une feuille où il était écrit ‘Me gustan los hombre(s) ... J'aime les hommes’.” Cette information a été diffusée immédiatement après que *ProPublica* ait rapporté, sur la base des impressions d'écran de leurs messages, que des “membres d'un groupe secret de *Facebook*, constitué d'actuels ou d'anciens agents de la Patrouille des frontières, s'étaient moqués des morts de migrants, avaient évoqué le projet de jeter des burritos sur les membres du Congrès d'origine sud-américaine lors de leur visite d'un centre de détention au Texas (...) et affichaient des montages photographiques vulgaires et sexistes mettant en scène la parlementaire démocrate Alexandria Ocasio-Cortez avec un migrant prisonnier (...) ou avec le président états-unien, dans un contexte de rapport sexuel oral.” Le Département de la Sécurité intérieure des États-Unis a ordonné une enquête sur les messages incriminés. <https://www.cnn.com/2019/07/04/us/honduran-migrant-shamed-border-patrol/index.html?fbclid=IwAR2EbDr1B5gpBIZbwHCsIsCyg9dcuYVngl6G-UJlJfUrRz13kwXy2S-fvb4>; <https://www.propublica.org/article/secret-border-patrol-facebook-group-agents-joke-about-migrant-deaths-post-sexist-memes>

*Palantir* est une entreprise “agissant en qualité de service de gestion de l'information fournissant des prestations” à l'agence états-unienne de police douanière et de contrôle des frontières états-unienne (*United States Immigration and Customs Enforcement ICE*), à des sociétés comme *JP Morgan*, *Airbus* et des dizaines d'autres agences locales ou fédérales.” Une personne a pu avoir accès au manuel interne d'utilisateur de *Palantir* au moyen d'une demande d'accès à des documents publics du site *Motherboard*, ce qui a permis “une observation sans précédents des procédés dont use *Palantir* pour suivre et retracer les activités des individus (...). Ceci démontre que la police peut immédiatement connaître des détails intimes de la vie d'une personne, alors même qu'elle ne dispose au départ d'aucune information ou presque.” [https://www.vice.com/en\\_us/article/9kx4z8/revealed-this-is-palantirs-top-secret-user-manual-for-cops](https://www.vice.com/en_us/article/9kx4z8/revealed-this-is-palantirs-top-secret-user-manual-for-cops)

*BuzzFeed News* a obtenu l'accès, en vertu du *Freedom of Information Act*, à un rapport établi par l'inspecteur général du Département de la défense (*DoD*), intitulé “Review of the Joint Task Force Guantanamo's Inclusion of Mental Health Information in Intelligence Reports.” L'analyse devait déterminer si les rapports des services de renseignements du *DoD* contenaient de l'information sur l'état de la santé mentale des personnes étudiées ou sur leur historique de médication, et déterminer dans quelle mesure la valeur des renseignements collectés en était impactée.” Comme l'*Eurasia Review* le constate ensuite, l'analyse “critique ouvertement le manque de clarté quant aux protocoles de partage des informations médicales avec les services de renseignements” et rapporte que la politique de consultation des dossiers médicaux s'est modifiée avec le temps, “passant d'un accès illimité des services de renseignements aux dossiers médicaux à une situation d'interdiction de consultation presque totale.” [https://www.eurasiareview.com/09072019-2010-guantanamo-military-report-has-concerns-about-reliability-of-intelligence-from-prisoners-with-mental-health-problems-oped/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/09072019-2010-guantanamo-military-report-has-concerns-about-reliability-of-intelligence-from-prisoners-with-mental-health-problems-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29) ; <https://www.documentcloud.org/documents/6180412-LEOPOLD-DOD-MDR-FOIA-Guantanamo-Detainee-Mental.html>

Venezuela. Michèle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a publié à la suite de sa visite de juin 2019 un rapport déclarant que “le *HCDH* considère avoir des raisons fondées de croire que de graves violations de droits économiques et sociaux, dont les droits à l'alimentation et à la

santé, ont été commises au Venezuela.” Le rapport s’est basé sur “558 entretiens avec des victimes et des témoins de violations des droits humains, et d’autres sources – juristes, professionnels de la santé et des médias, défenseurs des droits humains, anciens officiers militaires et policiers (...) 159 rencontres avec de nombreuses autres parties prenantes, dont des États (...)”. Le rapport rend également compte de l’analyse de nombreux documents, que le *HCDH* a collectés et examinés, entre autres des documents officiels du gouvernement, des rapports publics libres d’accès, des documents législatifs et juridiques, des rapports médicaux ou établis par des médecins légistes, des informations publiées dans les médias et les réseaux sociaux, des vidéos, des photographies. Chaque fois que cela a été possible, le *HCDH* s’est référé à une information et des données officielles mais observe cependant que l’accès à ce type de sources est limité par le peu de publications et de statistiques officielles, “quand celles-ci ne sont pas absolument inexistantes sur certains sujets et ce dès 2015.” [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A\\_HRC\\_41\\_18.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_41_18.pdf)

### **Conférences, publications.**

Un appel aux contributions est lancé pour l’atelier sur la « Computational Archival Science », qui aura lieu à Los Angeles (Californie), du 9 au 12 décembre 2019 ([IEEE Big Data 2019](#)). Les articles sélectionnés seront inclus dans la publication des travaux de la conférence par la *IEEE Computer Society Press*. Informations, thèmes de recherche, voir : <https://dcieblog.umd.edu/cas/ieee-big-data-2019-4th-cas-workshop/>

La *Cour interaméricaine des droits de l’homme* a publié et actualisé ses manuels de jurisprudence, les *Case Law Handbooks*, qui traitent de la corruption et des droits humains ainsi que des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux ou de l’égalité et du principe de non-discrimination” et suit les traités multilatéraux (“Conventional Review”) <https://www.cidh.oas.org/french>  
(lien indiqué dans la version originale : <http://www.corteidh.or.cr/publicaciones-en.html>)

L’*Annual Report 2019* du réseau des historiens engagés (Network of Concerned Historians) célèbre sa 25ème édition. Spécialisé dans la publication d’informations “actuelles sur les domaines où histoire et droits humains se rencontrent, en particulier des sujets comme la censure et la persécution dans le monde d’historiens, d’archivistes et d’archéologues dans le monde”, l’*Annual Report* est disponible en format PDF : <http://www.concernedhistorians.org/content/ar.html>

### **Lectures recommandées.**

Stocker des images numériques sur des molécules biologiques : <https://www.brown.edu/news/2019-07-03/molecules>

Sauver des photographies sous le régime des Khmers rouges au Cambodge : <https://international.la-croix.com/news/lives-in-pictures-are-saved-as-buried-treasures/10510#>

Prédire le futur des Casques bleus et des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : <https://us4.campaign-archive.com/?e=974ec5d541&u=5d5693a8f1a2d4b6cb3160e8&id=60c9b877d5>

Justice internationale et responsabilité des entreprises : <https://www.justiceinfo.net/en/justiceinfo-comment-and-debate/opinion/41943-is-criminal-responsibility-of-companies-the-next-focus-for-international-justice.html>

Comment analyser une frappe aérienne : [https://blendle.com/i/the-new-york-times/how-to-analyze-an-airstrike/bnl-newyorktimes-20190719-2\\_1](https://blendle.com/i/the-new-york-times/how-to-analyze-an-airstrike/bnl-newyorktimes-20190719-2_1)

**Partagez vos actualités avec nous !** [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com)

**Le GTDH est reconnaissant au magazine d’archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour sa gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, veuillez enregistrer les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>**